

# Historique de l'action contre EuropaCity

décembre 2017

**Partons de la mise en révision du SDRIF en 2005** : depuis une dizaine d'années des associations sur la partie Ouest de la Plaine de France du Val d'Oise s'opposent autour de la Croix Verte à des projets de zones commerciales, d'entrepôts de logistique, de routes et autoroutes au milieu des champs. Elles réussissent à faire échouer les projets. Environ 500 hectares de terres agricoles urbanisables au SDRIF de 1994 sont en jeu et seront remises en espaces agricoles dès le premier vote du SDRIF en 2008 grâce aux actions complémentaires des associations et de certains-es élus-es au conseil régional.

Sur la partie Est, plus proche de Roissy, il n'existe pas d'opposition locale au bétonnage des terres agricoles, qui va bon train. Plus particulièrement sur le **Triangle de Gonesse d'environ 1 000 ha**, le SDRIF de 1994 prévoit trois zones d'urbanisation. Au Nord sur la commune de Roissy deux zones d'activités autour d'un golf sont réalisées, la pointe sud du Triangle de Gonesse dite zone des Tulipes est bétonnée à l'initiative de la commune de Gonesse pour faire place à une importante zone d'entrepôts logistiques tout-camion très peu dense en emplois. La zone centrale urbanisable n'est pas réalisée bien que le groupe AXA ait spéculé par l'achat de 120 ha. Il ne reste plus que 650 à 700 ha.

**En 2006** dans le pré-projet de SDRIF, l'IAU (institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France), préconise la préservation des 700 ha agricoles du Triangle de Gonesse. A cette orientation, le maire de Gonesse et l'EPA Plaine de France (Établissement public d'aménagement), qui se comporte comme un vulgaire promoteur peu soucieux de l'intérêt général, oppose en 2007 un projet de technopôle porté par le cabinet Güller Güller.

**Au premier vote du SDRIF en 2008**, 19 pastilles d'urbanisation soit 475 ha sont inscrites.

Le 29 Avril **2009**, à la cité de l'architecture, le président Nicolas Sarkozy prononce un discours sur le projet Grand Paris où il évoque la proposition : « de planter une nouvelle forêt d'un million d'arbres sur les 2500 ha du cône de bruit de Roissy, pour capturer 13 tonnes de carbone par an ». Projet totalement irréaliste, car les forêts (qui abritent de nombreux oiseaux) sont interdites pour des raisons de sécurité aérienne dans les zones aéroportuaires !

En Février **2010**, au cours d'une interview dans la revue d'« Architecture d'aujourd'hui » le président de la République déclare qu'il faut que « 1000 projets s'épanouissent » dans le cadre du Grand Paris. Et d'ajouter « Un autre exemple va vous surprendre. Le groupe Auchan souhaite construire un très grand complexe commercial, culturel, sportif et récréatif, un équipement unique dédié aux cultures européennes, qui posséderait une architecture exceptionnelle. Ce prototype d'un nouvel « urbanisme commercial à visage humain » pourrait constituer un repère important du nouveau Paris, et je serais heureux qu'il voie le jour dans un quartier sous-équipé du Nord-Est parisien, entre Paris et Roissy. Après avoir défiguré tant de paysages, tant d'entrées de villes, l'urbanisme commercial et industriel doit aussi faire sa révolution, nous devons l'encourager. » C'est la première fois qu'on entend parler du projet Europacity, mais il n'est ni explicitement nommé, ni précisément localisé.

En 2010, lors du débat public sur les projets de réseaux de transport Grand Paris et Arc Express une réunion publique est prévue en novembre à Gonesse. Une gare du Grand Paris sur le Triangle de Gonesse figure sur le plan « à titre optionnel » avec un point d'interrogation. A cette réunion, les associations présentes apprennent au moment de la présentation du cahier d'acteur d'Immochan par Christophe Dalstein, directeur du projet que le groupe Auchan souhaite implanter un immense centre commercial, de loisir et de culture sur le Triangle de Gonesse intitulé Europacity, à la condition de pouvoir disposer d'une gare à proximité. Cette annonce soude l'opposition de la société civile avec le rapprochement d'une quinzaine d'associations des deux départements du Val d'Oise et de Seine Saint Denis dont les quatre associations départementales, **MNLE 93**, **Les Amis de la Terre Val d'Oise**, **Environnement 93** et **Val d'Oise Environnement**, ces deux dernières étant membres de **FNE Ile-de-France**.

**En mars 2011 est créé le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) contre le projet Europacity**

**D'avril à juin la première action** a été la signature d'une pétition sur papier avec présence de membres du CPTG et diffusion d'un tract d'information à Gonesse, Villiers-le-Bel, Le Thillay, Goussainville. Environ 2 000 signatures ont été déposées au Conseil régional et un piquenique a rassemblé une centaine de personnes sur le Triangle de Gonesse.

Lors de cette pétition les membres du CPTG ont eu la confirmation auprès des habitants du territoire à la fois d'une forte incompréhension du projet EuropaCity et d'un réel intérêt pour la préservation des espaces agricoles.

**En 2012** EuropaCity lance une grande opération de propagande avec la présentation des projets architecturaux de quatre cabinets tous plus vert que vert à la maison de l'architecture à Paris. L'un d'entre eux explique même qu'il « *soulève les terres du Triangle de Gonesse et glisse dessous EuropaCity qui par la chaleur dégagée permettra d'accroître la période de culture* ». Le CPTG s'est invité à cette manifestation avec une banderole et la distribution d'un tract. Au cours de la réunion, Bernard Loup et Jacqueline Lorthiois ont suscité des applaudissements : l'un en s'indignant d'un projet qui repose sur « l'accroissement des inégalités sur le territoire et dans le monde ». La seconde a provoqué l'hilarité des participants essentiellement architectes et urbanistes, en évoquant les chiffres mirifiques d'emplois du chantier (10.000) comparables au tunnel sous La Manche et de 20000 emplois au total calculés en faisant l'addition impossible des chiffres du chantier et du centre commercial après ouverture. Les enfants des écoles de Gonesse seront soumis à cette publicité mensongère durant deux mois avec visite de l'exposition déménagée à Gonesse, les promoteurs du projet espérant qu'ils porteraient la propagande sur le projet dans les familles de Gonesse.

Durant cette période le CPTG organise deux réunions publiques, à Aulnay-sous-Bois sur l'agriculture et l'aménagement du territoire, et à Villiers-le-Bel sur l'emploi. Le CPTG approfondit sa connaissance des enjeux de ce territoire et produit des critiques de plus en plus argumentées sur les fausses solutions colportées depuis des années par les élus locaux, en matière d'emploi, de transports, d'activité économique et d'agriculture.

**Février 2013**, rassemblement sur le Triangle pour s'opposer à la gare en plein champ du Grand Paris Express au moment où les élus manifestent pour raccourcir les délais de réalisation de la ligne 17 Nord.

**Au printemps 2013**, l'EPA Plaine de France lance la concertation dite réglementaire sur son projet de ZAC du Triangle de Gonesse. Coïncidence étonnante, c'est aussi à ce moment qu'EuropaCity saisit sur son projet la CNDP. L'EPA aurait voulu aider EuropaCity à éviter l'épreuve du débat public qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Une concertation indigne, en deux réunions publiques et trois ateliers thématiques, toutes organisées à Gonesse malgré les demandes du CPTG de présenter le projet dans le 93 et l'ensemble de l'Est du Val d'Oise. Alors qu'Auchan se targue d'un comité de pilotage regroupant tous les acteurs du territoire (sauf les associations) tous bien sûr favorables au projet, nous n'avons vu durant ces réunions dites de concertation que des élus de Gonesse et le président de l'agglomération Val de France. Le CPTG continue les diffusions d'informations devant le Leclerc de Gonesse et au marché d'Arnouville et reçoit toujours le même accueil favorable à son action. Tandis que le directeur de l'EPA s'affiche au côté du directeur d'EuropaCity dans tous les salons immobiliers pour faire la promotion d'EuropaCity.

**Fin 2013** nouveau vote du SDRIF. Le projet EuropaCity n'est pas cité dans le texte. L'urbanisation passe de 19 à 12 pastilles soit 300 ha, deux fronts urbains d'intérêt régional sont marqués sur la carte et 400 ha minimum de terres agricole d'un seul tenant sont mentionnés.

**Mai 2014 Marche festive de Roubaix à Néchin** des différents collectifs de lutte contre des projets de centres commerciaux du groupe Auchan et pour dénoncer l'évasion fiscale en Belgique pratiquée par une partie de la famille Mulliez, propriétaire du groupe.

**Septembre 2014**, le CPTG avec Alternatiba IdF organisent **le premier Alternatiba d'IdF sur le Triangle de Gonesse** durant deux jours. Environ un millier de personnes participent à ce rassemblement durant lequel une manifestation de 300 personnes a marché de Gonesse au Triangle. Ce rassemblement s'est effectué contre EuropaCity et dans le cadre de la préparation de la COP 21 prévue pour fin 2015 sur l'aéroport du Bourget tout proche du projet EuropaCity.

**2015**, le CPTG participe à différentes initiatives préparatoires de la COP 21 et durant la COP 21.

**Printemps 2015**, EuropaCity organise sept réunions de « co-construction d'EuropaCity dans 6 villes différentes, quatre du 95 et deux du 93, ce que l'EPA n'avait jamais osé faire. Ces réunions avaient pour but de préparer une expression du territoire en faveur du projet lors du débat public. Malgré les grands moyens mis en œuvre, cet investissement d'Auchan a eu peu d'impact lors du débat public. Le CPTG a pu exprimer son opposition lors de ces réunions.

**Juin 2015 rassemblement et fresque humaine Non à EuropaCity** au Parc Balanger d'Aulnay-sous-Bois.

**Octobre 2015** : rassemblement sur le Triangle pour protester contre le tracé en plein champ du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la ligne 20 reliant les RER B et D.

**2016 débat public** avec une majorité de réunions prévues dans des communes du Val d'Oise, quelques-unes en Seine Saint Denis. Il a fallu se battre pour qu'enfin une réunion publique soit organisée à Paris. Le débat public a permis par le site internet un élargissement géographique de l'expression des opposants aux projets et quelques surprises avec les cahiers d'acteurs défavorables venant du Parc des Expositions de Villepinte, de la Compagnie des Alpes ou l'audition de FNE IdF et de l'IAU par la commission environnement et aménagement du territoire du Conseil régional durant laquelle l'IAU a continué à exprimer l'intérêt régional de garder le Triangle de Gonesse agricole. Notons d'ailleurs que le cahier d'acteur du Conseil régional donnant un avis favorable avec réserve n'a pas été soumis au vote de l'assemblée régionale et que quatre des huit groupes politiques (Front de gauche, Modem, EELV et FN) ont produit un cahier d'acteur défavorable, zéro favorable. Différentes études complémentaires ont permis la contestation du nombre des emplois de chantier et du centre après ouverture du projet. Nous avons pu démontrer aussi le décalage entre les métiers offerts, les savoir-faire et compétences de la main-d'œuvre et l'indigence du dispositif de formation. Il y a eu aussi un gros débat sur les emplois détruits par l'implantation. Les foncières des centres commerciaux voisins, Hammerson pour O'Parinor et Unibail pour Aéroville se sont exprimées durant le débat contre EuropaCity. Quelques jours avant l'ouverture du débat public nous avons appris l'arrivée dans le projet du groupe Chinois Wanda qui dont l'investissement a été ensuite révélé à hauteur de 49,9% de la société porteuse du projet.

**Juillet 2016** Suite au débat public s'est constitué de façon informelle une **Convergence Alter EC** qui se réunit à Paris et répond au nécessaire élargissement à l'ensemble de la région parisienne de la lutte contre Europa-City. Le 8 novembre 2016, une réunion publique a rassemblé à Paris 300 opposants-tes au projet. C'est un début qui va s'amplifier.

**En mai 2016 sur le plan juridique**, le CPTG a saisi la commission de pétitions de l'Europe. La saisine a été jugée recevable, mais mise en attente des décisions de la juridiction française. Fin 2016 la CPTG a attaqué l'arrêté préfectoral de création de la ZAC Triangle de Gonesse. La bataille juridique ne fait que commencer. Vont suivre le recours contre la révision du PLU et d'autres recours s'il y a lieu contre la DUP d'expropriation de l'espace agricole convoité par EuropaCity et contre la DUP de la ligne 17 nord avec la gare en plein champ ...

**Décembre 2016**, annonce du remplacement du directeur d'EuropaCity Christophe Dalstein, avec la nomination d'un nouveau directeur Benoît Chang. Le bilan tiré du débat public par Auchan-Wanda laisse apparaître de nombreuses incertitudes sur les enseignes commerciales, sur les équipements culturels et de loisirs et même sur le projet architectural. Un équipement du 7<sup>ème</sup> art est promis alors que depuis le début il a été dit qu'il n'y aurait pas de cinéma (n'y aurait-il pas concurrence avec la cité du cinéma de Luc Besson à St Denis, dont l'agglomération a été par ailleurs validée comme cluster de l'image). Il n'est plus question de 11 800 mais de 8 000 emplois. Auchan-Wanda ont demandé la nomination par la CNDP d'un garant ; en février 2017 la CNDP en a nommé deux dont aucun n'était membre de la CPDP du débat public.

Autour **de Terre de liens** différentes organisations de la Convergence ont répondu à l'appel à projet de la Métropole du Grand Paris sous la forme d'un projet agricole.

**De décembre 2016 à mars 2017** le CPTG et la Convergence, assistés par les associations **Métropop'!** et **APPUII** ont organisé quatre ateliers participatifs sur les alternatives à EuropaCity à Tremblay-en-France, Aulnay-sous-Bois, Villiers-le-Bel et Paris d'où ont surgi d'intéressantes propositions en faveur d'un projet alternatif, utile aux habitants et susceptible de permettre à ce territoire de devenir une « vitrine internationale » du « bien vivre » et de la participation des habitants aux décisions qui les concernent, en préservant et revalorisant le potentiel agricole du territoire.

**Avril 2017** : le CPTG et la Convergence préparent un grand rassemblement à Gonesse pour le 21 mai.

**Le 21 mai 2017** des centaines de marcheurs ont afflué –souvent en famille- vers le Triangle de Gonesse pour participer à la journée festive organisée par la Convergence Alternative à EuropaCity qui regroupe autour du CPTG, FNE Ile-de-France, la coopérative Biocoop, le réseau des AMAP d'Ile-de-France, Les Amis de la Terre, MNLE, la Confédération des Commerçants de France (CDF), Attac, la COSTIF, l'association des Amis de la Confédération paysanne et le syndicat national Confédération Paysanne. Environ 2 000 personnes ont participé à la journée, le matin pour planter et semer une parcelle de terre et/ou l'après-midi pour aller en manifestation du Triangle de Gonesse à l'Hôtel de ville de Gonesse.

**Du 29 mai au 30 juin 2017 : enquête publique dans le cadre de la révision du PLU** en vue d'autoriser l'urbanisation de 300 ha dont 80 ha convoités par le Groupe Auchan pour implanter son projet EuropaCity. Grâce à une formidable mobilisation des opposants une délégation du CPTG et de FNE pouvaient remettre le 30 juin à M. HERBERT, Commissaire enquêteur :

- 1012 signatures de la pétition papier -dont 370 de la ville de Gonesse
- 1583 signatures de la pétition numérique

**Jeudi 6 juillet 2017** lors de sa première conférence de presse comme ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot a répondu clairement à la question relative au Triangle de Gonesse posée par Jade Lindgaard, journaliste à Médiapart. Question : *«L'urbanisation des 300 hectares du Triangle de Gonesse, au nord de Paris, avec notamment le projet de centre de shopping et de loisirs EuropaCity est-il compatible avec l'objectif de neutralité carbone ?»*

Réponse : *«La réponse peut être très courte. La réponse est non. Cette gourmandise que nous avons à consommer des terres agricoles et à artificialiser les sols en général est incompatible avec nos objectifs».*

Et le ministre a conclu sa réponse en disant : *« il y a ce sur quoi je peux agir, car les décisions ne sont pas crantées ».*

Cet échange n'a pas échappé à Anne COLLIN, journaliste du Parisien, qui mettait dès le 9 juillet à la une du site internet du journal une brève au titre explicite : *"Gonesse : EuropaCity « pas compatible » avec le plan Climat selon Nicolas Hulot"*. Il est à noter que le Plan climat présenté ce jour-là à la presse prévoit de *"Mobiliser l'agriculture pour lutter contre le changement climatique"* (p. 25) et énumère comme axes de discussion lors des États Généraux de l'Alimentation :

- un plan d'actions pour la protection des sols, la lutte contre leur artificialisation et la souveraineté alimentaire ;
- des mesures pour renforcer la séquestration du carbone dans les sols.

**Les 8 et 9 juillet 2017** le CPTG était "invité d'honneur" du 17<sup>ème</sup> rassemblement d'été à Notre Dame des Landes. 20 personnes, membres du CPTG ou de la Convergence Alter EuropaCity se sont rendus sur la ZAD à l'invitation de la Coordination des opposants au projet d'aéroport.

**Le 23 août 2017** publication du rapport du Commissaire enquêteur sur le site internet de la ville de Gonesse. Ce rapport très complet et très rigoureux dans ses analyses, a surpris beaucoup d'observateurs tant sa conclusion est particulièrement défavorable à la révision du PLU de la ville de Gonesse et au projet EuropaCity au motif que *"le projet d'aménagement du triangle de Gonesse est peu compatible avec la notion de développement durable à différentes échelles"* et que *"ses orientations sont incompatibles avec le pilier environnemental par ses impacts sur le changement climatique, la destruction de ressources et l'atteinte à la biodiversité."* (p. 212).

**Le dimanche 8 OCTOBRE, à Paris** du quai Valmy à la place de la République les opposants au projet Europacity ont brandi fièrement maïs, citrouilles, potimarrons, poireaux avec, en tête de cortège, des brouettes pleines des légumes de saison venant tout droit du potager du triangle de Gonesse. *« Des légumes, pas de bitume ! Des radis pas des caddies ! Des champs pas d'Auchan ! »*, tels étaient les slogans de ce défilé dans la bonne humeur. L'après-midi entre 500 et 1 000 personnes sont venues soutenir la lutte contre ce projet démesuré.et contre la décision du maire de Gonesse de poursuivre la procédure de révision du PLU de la ville pour ouvrir à la construction 300 hectares de terres agricoles très fertiles du triangle de Gonesse, malgré l'avis très défavorable du commissaire enquêteur.

Ce dimanche, au pied de la statue de la République, pendant que des membres du collectif s'activaient pour éplucher les légumes et préparer une soupe géante gratuite, servie à près de 500 personnes, deux débats ont été organisés. L'un sur le projet alternatif CARMA (Coopération pour une ambition Agricole, Rurale et Métropolitaine d'Avenir) qui propose sur le site un maillage de fermes agro-écologiques et de pépinières d'entreprises sociales et solidaires qui permettrait de restituer à ces terres agricoles leur vocation de grenier alimentaire de l'agglomération parisienne. Le deuxième sur la création de comités locaux appelés **"Comités Terres de Gonesse"** afin de mobiliser au-delà des frontières administratives du territoire de Gonesse car c'est un projet régional !

**Courant octobre 2017** a été publiée une version augmentée (58 p.) du projet alternatif CARMA. Les débats avec les habitants au cours de nombreuses réunions publiques d'avril à octobre 2017 ont permis d'enrichir le projet initial.

**D'octobre à décembre 2017** le CPTG –en harmonie avec l'Association des Usagers des Transports / **FNAUT Ile-de-France** et son Communiqué de presse du 26 octobre- s'est opposé à la campagne orchestrée par quelques élus en faveur de la réalisation de la ligne 17 et de sa gare en plein champ, la gare du Triangle de Gonesse réclamée par Auchan pour réaliser le projet EuropaCity.

Nous avons réclamé **l'abandon de la ligne 17 au-delà du Bourget** et l'affectation complète des économies réalisées à la modernisation des transports du quotidien, à commencer par l'amélioration des RER B et D et des lignes de bus et de tramways du territoire.

**Le 25 novembre 2017** l'avocat du CPTG a déposé auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise un recours contre la délibération du conseil municipal de Gonesse du 25 septembre 2017 portant approbation de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

**En novembre 2017** le « **livre blanc** » publié par les experts indépendants des **InCOPruptibles** a établi que l'empreinte écologique d'Europacity serait de 1,5 million de tonnes de CO<sub>2</sub> par an en 2024 et 1 million de tonnes en 2040, soit **l'équivalent de 175 hypermarchés, ou de 250 000 habitants**. Les 430.000 m<sup>2</sup> du projet représentent l'équivalent de 43 hypermarchés et son empreinte carbone s'élèverait en 2024 à 1,5 million de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, soit autant que celle d'une ville de 140.000 habitants.

**Le 1<sup>er</sup> déc. 2017** dans le journal Libération **153 personnalités ont signé une Tribune libre "Contre la folie Europa-City, cultiver le bien commun"** pour demander l'arrêt du projet de méga-centre commercial et de loisirs aux portes de Paris, porté par Auchan et l'investisseur chinois Wanda.

**Lundi 11 décembre le projet CARMA a été présenté à l'Assemblée nationale** parce que les discours sur la « maison qui brûle » ne suffisent plus et parce qu'il est temps de mobiliser le gouvernement et l'ensemble des citoyens pour que la France respecte les engagements pris en 2016 lors la COP 21 au Bourget.